



Conseil communautaire du 27 février 2015 (2^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-02-02/21

OBJET: Gestion du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) sur le territoire de la CANGT hors commune de Morne-à-L'Eau

L'an deux mille quinze, le vingt-sept février 2015 à 19h32, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-deux (22)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE, Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme LAUG Caroll, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épouse ARPIEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à Mme MAMERT-LISTOIR Sabine
Mme GUILLAUME Stella à M. PORLON Pierre
Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson
Mme OUJAGIR Nadia à M. M. ANZALA Jean
M. ROUX Harry à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise

CONSEILLERS ABSENTS : Sept (7)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'Agglomération ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° COM 2014-05-03/38 en date du 16 mai 2014 prévoyant un avenant au contrat de Délégation de Service Public Assainissement Non Collectif de la Ville de Morne à l'Eau ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu l'avis de la commission « ASSAINISSEMENT » du 12 février 2015 ;



Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2014, la CANGT exerce la compétence « Assainissement Non Collectif » sur l'ensemble de son territoire conformément à ses statuts susvisés.

Considérant que pour assurer la continuité du service public, le conseil communautaire de la CANGT avait pris une délibération en date du 16 mai 2014 pour assurer la continuité du traitement des dossiers du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) dans le cadre d'une délégation de service public portant sur l'assainissement non collectif de la Ville de Morne-à-l'Eau.

Considérant que cet avenant n'a pas été mis en œuvre sur la période prévue et qu'il convient dès lors, de modifier ladite délibération en prenant en compte la durée effective de traitement des dossiers soit du 1^{er} juin 2014 au 31 mai 2015.

Considérant qu'il convient par ailleurs de définir le mode de gestion du SPANC au 1^{er} juin 2015.

Considérant que la gestion et l'exploitation du service public de l'assainissement non collectif fera l'objet d'une prestation de service, pour une durée de trois ans.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le mode de gestion du SPANC en prestation de services hors territoire de Morne-à-l'Eau à partir du 1^{er} juin 2015.

ARTICLE 2 : De lancer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation des cahiers des charges, l'accompagnement de la CANGT et le suivi de la consultation pour le marché de prestation SPANC.

ARTICLE 3 : De lancer une consultation pour une prestation de service SPANC pour une période trois ans.

ARTICLE 4 : De modifier la délibération n° COM 2014-05-03/38 en date du 16 mai 2014 et de fixer la durée de l'avenant au contrat de Délégation de Service Public Assainissement Non Collectif de la Ville de Morne-à-l'Eau jusqu'au 31 mai 2015.

ARTICLE 5 : D'imputer les dépenses correspondant au budget annexe assainissement non collectif.

ARTICLE 6 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessous.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

- Transmis à la Sous-Prefecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre; Téléphone : 05 90 81 45 38; Télécopie : 05 90 81 96 70; Courriel : greffe.tx-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.